



AFRICA CENTER FOR STRATEGIC STUDIES

Violence des gangs criminels dans le nord-ouest du Nigeria

africacenter.org/fr/spotlight/les-bandes-criminelles-violentes-sement-le-trouble-dans-le-nord-ouest-du-nigeria

Kunle Adebajo, Hamza Ibrahim

Les bandes criminelles violentes sèment le trouble dans le nord-ouest du Nigeria

Par Kunle Adebajo and Hamza Ibrahim

30 octobre 2024

Les bandes criminelles de la région du nord-ouest du Nigeria sont devenues de plus en plus meurtrières, pratiquant régulièrement des enlèvements de masse, s'emparant de fermes dans un important grenier à blé et provoquant des déplacements massifs de population à l'intérieur du pays.

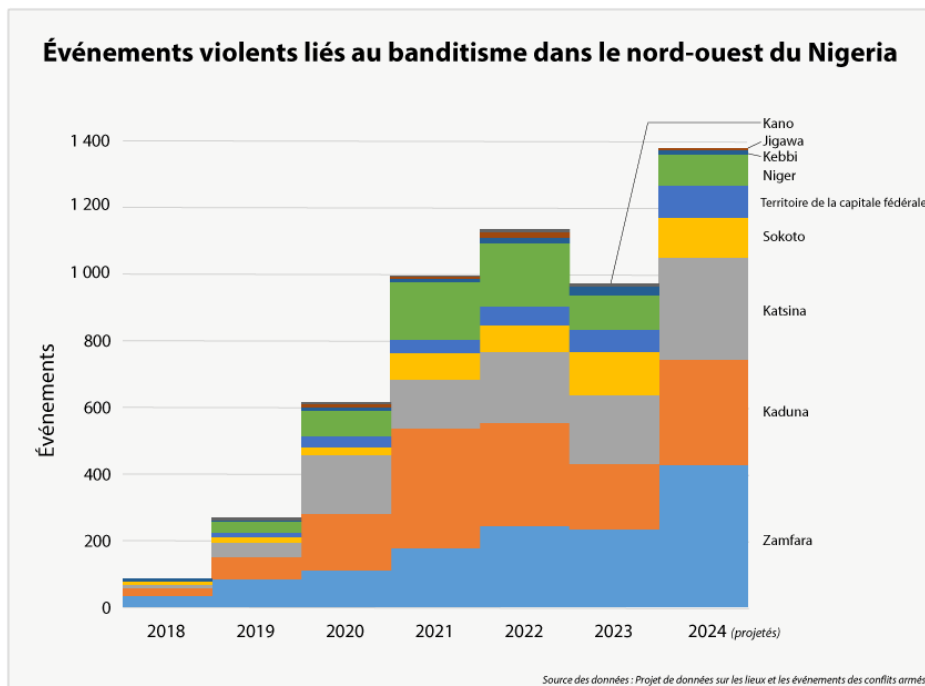
[English](#) | [Français](#) | [Hausa](#)



[Cliquez ici pour une carte en grand-format.](#)

L'escalade de la violence des gangs criminels dans la région du nord-ouest du Nigeria a déclenché une instabilité croissante dans ce grenier de 60 millions d'habitants caractérisé par une grande diversité ethnique. La violence perpétrée par ces bandes criminelles, connues localement sous le nom de « bandits », est en passe de faire de 2024 la pire année d'insécurité de l'histoire récente de la région. Les 1 380 événements violents et les 3 980 décès projetés pour l'année dépassent les niveaux records observés en 2022, après les baisses enregistrées en 2023. Les décès liés aux bandes criminelles dans la région du Nord-Ouest dépassent désormais ceux liés aux [groupes islamistes militants dans la région du Nord-Est](#), une évolution observée depuis 2021.

On estime que 84 % des décès liés à des groupes criminels dans la région du Nord-Ouest se sont concentrés dans les États de Zamfara, de Katsina et de Kaduna, au cœur de la région. Ces attaques visent notamment de grandes zones urbaines, dont la capitale fédérale d'Abuja, où le nombre de victimes a doublé (pour atteindre 112 personnes). Bien que ce chiffre soit en hausse, il ne représente que 3 % du total de la région. L'escalade de la violence dans les municipalités a entraîné la fermeture temporaire [de trois gouvernements locaux et de neuf villages et villes](#) dans le seul État de Zamfara.



Motivés par l'objectif de contrôler les flux de revenus, ces groupes criminels violents menacent les communautés par des vols et des extorsions le long des routes, des enlèvements contre rançon, des vols de bétail et des activités d'exploitation agricole et minière. Ces groupes armés ont enlevé et tué environ 9 200 civils dans la région depuis 2019, date à laquelle la violence des bandes criminelles a commencé à s'intensifier. Ce faisant, ils ont détruit des centaines d'entreprises commerciales, économiques et agricoles.

Il existe plus de deux douzaines de groupes criminels majeurs et des centaines de petites organisations, opérant sous des directions et des structures de commandement différentes dans les six États (plus le territoire de la capitale fédérale autour d'Abuja). On estime à [plus de 30 000 le nombre de bandits actifs](#) dans la région. Même s'il leur arrive d'invoquer Dieu lors des attaques ou des vidéos de propagande, les bandes criminelles du Nord-Ouest ne discriminent pas leurs cibles en fonction de leur appartenance religieuse.

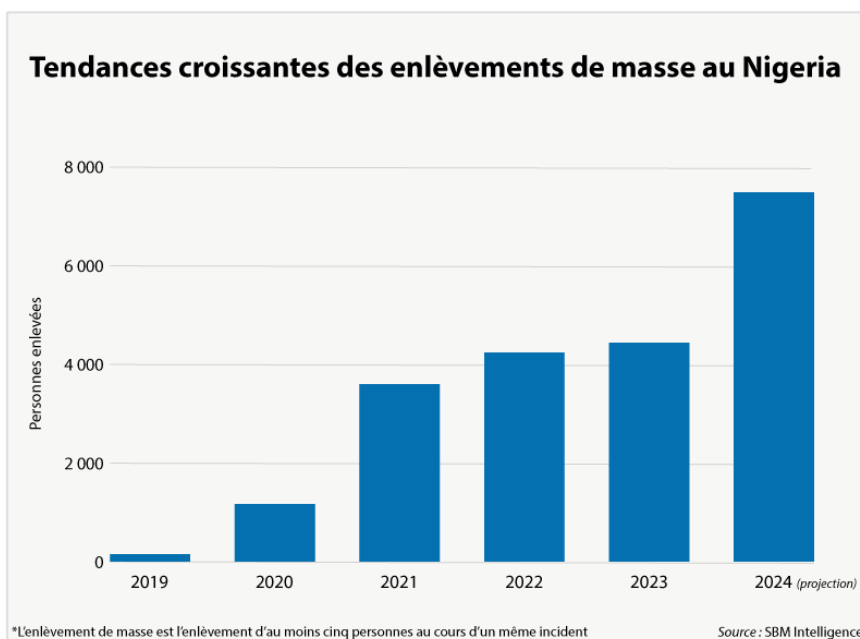
Dans le cadre de l'évolution de leurs tactiques violentes, les groupes criminels de la région se tournent de plus en plus vers la saisie de fermes, ce qui a eu un [impact direct sur la production agricole](#). Les États de la région du Nord-Ouest comptent parmi les plus grandes proportions de ménages agricoles du Nigeria, notamment Kano (premier), Kaduna (deuxième), Katsina (cinquième) et Sokoto (onzième).

Environ 700 000 personnes ont été déplacées dans la région du Nord-Ouest en raison de cette insécurité.

Une évolution dans la tactique

Ces bandes ont d'abord commencé à se livrer à des activités criminelles en se livrant au vol de bétail et à des enlèvements à petite échelle, mais elles se sont ensuite lancées dans des enlèvements massifs contre rançon et se sont emparés d'exploitations agricoles et minières.

Pour remédier à la diminution des recettes provenant des enlèvements individuels, les bandits se tournent de plus en plus vers les enlèvements de masse, ciblant plus de 80 ou 100 personnes à la fois, généralement dans des écoles ou lors d'événements communautaires. Le [nombre d'enlèvements de masse](#) (dans lesquels cinq personnes ou plus sont enlevées en même temps), ainsi que le nombre de victimes n'ont cessé d'augmenter depuis 2019. En 2024, le nombre de personnes enlevées dans le cadre de ces attaques a plus que doublé et est estimé à 7 400 personnes. Au cours de l'année écoulée, équivalent d'un enlèvement collectif par jour s'est produit dans le pays. La région du Nord-Ouest est de loin la plus touchée, avec près de deux tiers du nombre de victimes par rapport aux autres régions réunies.



Les enlèvements de masse ont également tendance à attirer l'attention de la presse et, par extension, du gouvernement, ce qui [élargit la réserve dans laquelle les rançons peuvent être payées](#). Le gouvernement insiste sur le fait qu'il ne paie pas de rançons, mais il existe des preuves qu'il a continué à le faire, en particulier lorsque les victimes sont des écoliers.

Ces tactiques et d'autres ont saigné à blanc les communautés et interrompu les activités économiques et politiques dans certaines parties de la région du nord-ouest, ce qui rend plus difficile l'obtention de rançons rentables. Cette situation a créé une panique dans la région, que les bandits exploitent en [prélevant des taxes de « protection » sur les communautés](#). Certains villages de Sokoto et de Zamfara, ayant perdu confiance dans la capacité du gouvernement à leur venir en aide, [versent aux bandes criminelles des indemnités de protection](#) qui se chiffrent en millions de nairas (équivalents à des milliers de dollars). Les personnes en défaut de paiement sont attaquées.

La première invasion d'exploitations agricoles enregistrée a eu lieu en juillet 2022 dans l'État de Zamfara, lorsque des bandits [ont envahi une ferme et tué 11 agriculteurs](#). Depuis lors, la pratique s'est rapidement intensifiée. Dans d'autres cas, les bandits imposent une taxe aux agriculteurs afin d'augmenter leurs revenus. Cette pratique existe depuis longtemps, mais elle s'est intensifiée au cours des deux dernières années, avec une augmentation de la fréquence et des montants de ces extorsions, qui dépassent ce que la plupart des agriculteurs peuvent récolter et les exposent à des attaques violentes et à des enlèvements.

De même, les groupes de bandits utilisent les villageois comme travailleurs forcés sur leurs terres agricoles, sous la menace des armes.

Par conséquent, un nombre croissant d'agriculteurs ont abandonné leurs terres. Les groupes criminels ont désormais établi des bases dans les régions les plus reculées des États de Zamfara, Sokoto et Katsina, déplaçant les populations locales et prenant en charge les activités agricoles. De même, des groupes de bandits [emploient des villageois aux travaux forcés](#) sur leurs terres agricoles, sous la menace des armes. Dogo Gudale, chef de bandits notoire du Zamfara, est réputé avoir recours à ces deux tactiques.

Certains des chefs de bandits les plus expérimentés se sont reconvertis dans l'exploitation illégale de mines d'or. Cette mesure fait suite à une précédente transition du vol de bétail vers l'enlèvement des personnes entre 2019 et 2021, en raison de la baisse de rentabilité de l'ancien mode de vie criminel. Ces groupes s'emparent souvent par la force des exploitations minières existantes. Le chef de bande Halilu Sububu, par exemple, contrôlait des sites miniers dans la communauté de Bagega, à Zamfara, et enlevait des villageois pour les faire travailler pour lui. Sani Black [a adopté la même approche](#) dans les communautés Tunani et Daka de Zamfara. Comme dans le cas des exploitations agricoles, ces groupes criminels peuvent [extorquer les mineurs en exigeant une part des bénéfices](#) de leurs activités.

Il est également de plus en plus fréquent que des bandes criminelles [envahissent des communautés, tuent les habitants et brûlent leurs maisons](#) parce qu'elles croient que la communauté donne des informations sur leurs cachettes aux forces de sécurité.

La concurrence pour des ressources limitées a entraîné une augmentation des luttes intestines entre les différentes bandes. Il s'agit notamment de Kachalla Dankarami Gwasa contre feu Sani Dangote et Bello Turji. Des combats ont également été signalés entre Ansaru et le camp de Dogo Gide dans la région de Birnin Gwari à Kaduna, où Ansaru se serait emparé des opérations minières de Gide et aurait affronté ses forces.

Augmentation des coûts humanitaires

Les attaques des groupes criminels ont entraîné l'enlèvement de dizaines d'agents de santé, le pillage de fournitures médicales et la destruction ou l'occupation de nombreux établissements de santé dans des États tels que Katsina, Kaduna et Zamfara. Il arrive que des bandits attaquent ces établissements de santé pour voler des fournitures médicales afin de soigner leurs camarades malades lorsqu'ils sont blessés lors d'attaques.

L'[insécurité a également contraint certains établissements à fermer leurs portes](#) en raison des risques encourus par le personnel médical. Depuis près de deux ans, les dispensaires des gouvernements locaux de Zurmi, Maru, Bungudu, Tsafe, Birnin Magaji, Gusau East et Shinkafi ne fonctionnent pas, et l'accès aux soins de santé au niveau local dans ces communautés a disparu. Aujourd'hui, lorsque les habitants de la région du Nord-Ouest ont besoin de soins médicaux, ils sont généralement contraints de se rendre dans la métropole du gouvernement local, dans la capitale de l'État ou même dans un État voisin.

Dans les gouvernements locaux susmentionnés, les écoles sont fermées depuis plus de deux ans en raison de l'aggravation de l'insécurité causée par les activités des bandits. Dans le seul État de Zamfara, [168 écoles restent fermées](#). Les bandits organisent plutôt des cérémonies ou des réunions dans les écoles désertées.



Victimes de bandits devant un dispensaire à Sokoto, au Nigeria. (Photo : AFP/Pius Utomi Ekpei)

L'instabilité causée par les groupes criminels est [responsable de 100 % des déplacements de population](#) observés dans les États de Zamfara et de Niger, de 87 % à Sokoto, de 84 % à Katsina et de 50 % à Kaduna.

Ces déplacements ont un impact direct sur la sécurité alimentaire, l'agriculture étant le pilier de l'économie dans bon nombre de ces États. Le slogan du Zamfara est même « l'agriculture est notre fierté ». De vastes étendues de terres agricoles sont devenues inaccessibles ou désertes en raison des déplacements, produisant très peu. Là où les gens peuvent cultiver la terre, une grande partie de leurs récoltes va aux groupes criminels.

L'impact sur la production entraîne une hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que des pénuries alimentaires. Cette situation a contribué à ce que [le Nigeria compte plus de personnes en situation d'insécurité alimentaire](#) que n'importe quel autre pays d'Afrique. On estime qu'au moins 13,5 millions de personnes sont confrontées à une crise alimentaire aiguë dans la région du Nord-Ouest, dont 460 000 à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence.

Maintenir une présence en matière de sécurité

L'escalade de la violence des groupes criminels dans la région du Nord-Ouest est directement liée à l'incapacité des États et du gouvernement fédéral à harmoniser leurs efforts pour maintenir une présence sécuritaire, ce qui crée un vide que les éléments criminels peuvent exploiter.

L'escalade de la violence des groupes criminels dans la région du Nord-Ouest est directement liée à l'incapacité des États et du gouvernement fédéral à harmoniser leurs efforts pour maintenir une présence sécuritaire, ce qui crée un vide que les éléments criminels peuvent exploiter. Lorsqu'elle est présente en nombre suffisant, l'armée est en mesure de reprendre le contrôle des zones contestées. En effet, les décès dus aux combats entre les forces de sécurité et les bandes criminelles représentent 56 % de l'ensemble des décès liés au banditisme dans le nord-ouest du Nigeria. Le défi a été de maintenir cette présence alors que la demande en force de sécurité est forte dans toute la région et dans [différentes parties du pays](#).

Les mesures de sécurité sont souvent lentes ou inexistantes dans les communautés isolées. Certains lieux critiques sont dépourvus de points de contrôle de sécurité ou de postes de police. Les déploiements de sécurité sont également déplacés d'un endroit à l'autre en raison de priorités changeantes, ce qui rend certaines communautés vulnérables. Pour remédier à ces pénuries à moyen terme, il faudra élaborer une stratégie nationale visant à développer, financer et former les forces de sécurité, la police et l'armée du Nigeria, au niveau des États. Entre-temps, plusieurs actions prioritaires peuvent être entreprises dans la région du Nord-Ouest.

Redéfinir les priorités en matière de déploiement des forces de police afin de protéger les communautés vulnérables. Les gouvernements des États doivent renforcer leur présence dans les communautés rurales. La disponibilité et le déploiement d'officiers de police bien formés sont une priorité. Les policiers qui sont présents et qui gagnent la confiance des communautés locales sont essentiels pour l'évaluation des menaces et la mobilisation des réponses efficaces. L'un des moyens de renforcement de cette présence policière consiste à réduire le nombre d'agents de la police d'État déployés pour servir d'escorte à des hautes personnalités au lieu de protéger les communautés vulnérables. La réorientation de l'établissement de priorités et la passation de contrats avec des sociétés de sécurité privées pour la protection des hautes personnalités permettraient de libérer des agents.

Développer les actions militaires basées sur le renseignement. Les actions militaires basées sur le renseignement peuvent porter le combat dans les bastions des bandes armées, en dégradant leur capacité organisationnelle et leur aptitude à mener des actions prédatrices sur les communautés locales. Pour ce faire, les forces armées doivent travailler main dans la main avec la police et les groupes communautaires qui connaissent mieux le terrain local, géographique et socioculturel. Cette approche coordonnée peut également limiter les pertes civiles dues à des actions militaires qui compromettraient la coopération des citoyens.

Le déploiement soutenu et les patrouilles effectuées par des unités tactiques conjointes de la police, de l'armée et des civils sur [les principales artères de transport](#) dans certaines parties de la région ont permis d'atténuer l'insécurité posée par les groupes criminels, y compris les cas d'enlèvement.

Soutenir la présence des autorités locales. Les groupes criminels de la région du nord-ouest sont décriés et ne bénéficient pas d'un soutien populaire. Les communautés locales sont confrontées au choix de coopérer avec eux ou de subir des attaques. Les citoyens accueilleraient favorablement une présence accrue du gouvernement afin de ne pas être contraints de s'accommoder des groupes criminels. Pour ce faire, il faudra plus que la seule présence des forces de sécurité, mais aussi des initiatives gouvernementales concrètes visant à faire face à la perte de terres cultivables due au changement climatique et à améliorer la qualité de vie dans les régions touchées afin qu'aucun groupe ethnique ou démographique ne soit laissé pour compte.

Renforcement de l'État de droit. [La justice et le respect de l'État de droit sont essentiels au maintien de la sécurité](#) dans le Nord-Ouest. Pour maintenir la présence du gouvernement et instaurer la confiance, il est essentiel de veiller à ce que les citoyens puissent compter sur un système judiciaire opérationnel pour résoudre les litiges. Lorsqu'un crime est commis, les auteurs doivent être confrontés à la loi de manière fiable et impartiale, indépendamment de leur statut ou de leurs origines. L'absence d'un système judiciaire équitable et efficace favorise l'impunité et la criminalité. De même, l'impunité incite les gens à prendre les choses en main, ce qui favorise une culture de la criminalité. Un système d'État de droit opérationnel constitue également la base d'un programme de désarmement efficace à l'échelle de la région, signalant de manière crédible aux déserteurs qu'ils seront traités équitablement, notamment par une peine de prison douce et propice à la réadaptation.



La police dans l'État de Kaduna. (Photo : [Allan Leonard](#))

Institutionnaliser le modèle de milice pour assurer la sécurité des citoyens dans les communautés rurales. Compte tenu de la pénurie actuelle de personnels de sécurité, le déploiement de milices communautaires est largement considéré comme nécessaire. Bien que ce modèle ait été couronné de succès dans le cadre de la task force multinationale conjointe dans le nord-est, [l'expérience de l'autonomisation des milices communautaires comporte le risque](#) que ces groupes deviennent une menace pour les communautés.

Les États de Katsina et de Zamfara ont récemment lancé ce qu'ils appellent respectivement le corps de surveillance communautaire et les agents de surveillance et de protection communautaire (Askarawan Zamfara). Il existe également le service de vigilance à Kaduna et le corps d'agents de surveillance communautaire à Sokoto. Ces initiatives ont toutefois été critiquées pour leur mode de recrutement partial, leur manque de formation adéquate et leur insuffisance en matière de surveillance et de responsabilité. Certaines milices communautaires ont été accusées de profilage ethnique, de vol de bétail, d'incendie criminel et d'exécutions extrajudiciaires.

Des mesures drastiques sont nécessaires pour limiter les excès des groupes d'autodéfense qui sont accusés de tuer sans discernement des civils innocents en raison de leur appartenance ethnique. Les groupes de bandits capitalisent sur le sentiment anti-Fulani et les attaques pour promouvoir la propagande de la victimisation et recruter des personnes qui veulent se venger ou considèrent la criminalité comme un moyen de sortir de la pauvreté imposée par le conflit. Les attaques aveugles des milices communautaires rendront également la réconciliation difficile dans une période post-conflit. Ces forces de sécurité communautaires doivent donc recevoir des instructions adéquates et être tenues responsables du respect de l'État de droit.

N'ayant pas reçu pas de formation opérationnelle et des armes nécessaires pour rivaliser avec les bandits, les milices communautaires subissent souvent de lourdes pertes aux mains des groupes criminels. Pour dissuader efficacement les attaques contre des cibles civiles vulnérables, les milices communautaires doivent être correctement formées, équipées et soutenues pour affronter les assaillants.

M. Kunle Adebajo est un journaliste qui a réalisé de nombreux reportages sur la crise du banditisme dans la région du Nord-Ouest. M. Hamza Ibrahim est un journaliste basé à Kano qui a suivi de près les menaces croissantes à la sécurité et les réponses apportées.

Ressources complémentaires

- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [La famine s'installe dans les zones de conflit prolongé d'Afrique](#) », *Infographie*, 17 Octobre 2024.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [La menace en constante évolution de l'islamisme militant en Afrique](#) », *Infographie*, 26 août 2024.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [Répondre aux exigences des Nigériens en matière de sécurité](#) », *Éclairage*, 28 juin 2023.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [Des gangs criminels déstabilisent le nord-ouest du Nigeria](#) », *Éclairage*, 3 janvier 2022.
- Mark Duerksen, « [Les diverses menaces envers la sécurité du Nigeria](#) », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 14 avril 2021.
- Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « [The Nigerian State and Insecurity](#) », *Vidéo*, 17 février 2021.
- Olajumoke (Jumo) Ayandele, « [Affronter la crise du Kaduna au Nigeria](#) », *Éclairage*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 18 février 2021.
- Oluwakemi Okenyodo, « [Gouvernance, responsabilité et sécurité au Nigeria](#) », *Bulletin de la sécurité africaine* 31, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 21 juin 2016.
- Helmoed Heitman, « [Optimiser les structures des forces de sécurité africaines](#) », *Bulletin de la sécurité africaine* 13, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 31 mai 2011.